

CEDEAO, 50 ans : un rêve d'unité en train de s'effriter ?

Par Jean-Claude Yevi

Le 28 mai 2025 marquera les cinquante ans de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une organisation fondée avec l'ambition de transcender les frontières héritées de la colonisation pour construire une intégration régionale forte et solidaire. À l'image des grands idéaux panafricains portés par des figures historiques telles que Kwame Nkrumah ou Modibo Keïta, la CEDEAO devait constituer un cadre stratégique pour unir les économies ouest-africaines, favoriser la libre circulation des personnes et des biens, et promouvoir une citoyenneté régionale. Ce rêve d'unité reposait sur l'espoir d'un développement commun, d'une souveraineté renforcée et d'une stabilité durable. L'adoption du protocole sur la libre circulation en 1979, la création de la force militaire ECOMOG, ou encore les tentatives de mise en place d'une monnaie unique — l'Eco — témoignaient d'un volontarisme institutionnel ambitieux. Pourtant, cinq décennies plus tard, le constat est amer : les résultats concrets restent bien en deçà des espérances initiales.

Certes, la CEDEAO a su jouer un rôle non négligeable dans la résolution de plusieurs crises politiques majeures. Elle s'est interposée pour restaurer l'ordre constitutionnel au Liberia, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau, en Gambie ou encore en Côte d'Ivoire. Elle a déployé des missions de médiation, affirmé des principes démocratiques et encouragé une dynamique de coopération régionale. Toutefois, ces succès sont désormais éclipsés par de nombreux dysfonctionnements structurels. Le commerce intra-régional, par exemple, ne représente qu'une part marginale du total des échanges, les barrières non tarifaires persistent, les infrastructures de connectivité sont insuffisantes, et les efforts de convergence économique demeurent fragmentés. L'incapacité à concrétiser la monnaie unique, pourtant annoncée pour 2020, illustre les profondes divergences entre les États membres. Tandis que le Nigeria hésite à céder une part de sa souveraineté monétaire, les pays de l'UEMOA redoutent une rupture brutale avec le régime du franc CFA.

La situation s'est aggravée en janvier 2024, lorsque le Mali, le Burkina Faso et le Niger — désormais gouvernés par des régimes militaires — ont annoncé leur retrait de la CEDEAO. Cette décision, motivée par le rejet des sanctions imposées par l'organisation, marque une rupture idéologique majeure. Ces pays ne se reconnaissent plus dans la vision libérale-

démocratique défendue par la CEDEAO et ont préféré former un nouveau bloc : l’Alliance des États du Sahel (AES), recentrée sur la lutte antiterroriste, la souveraineté sécuritaire et le rejet de l’influence occidentale. Ce départ fragilise la CEDEAO, qui perd une partie de son territoire, de sa légitimité politique et de sa capacité d’action.

Dans ce contexte, la question de l’utilité actuelle de la CEDEAO s’impose avec acuité. Pour certains analystes, l’organisation demeure essentielle car elle constitue le seul cadre institutionnalisé de coopération régionale disposant d’un parlement, d’un tribunal de justice et d’un budget commun. Pour d’autres, elle s’apparente désormais à une structure technocratique figée, paralysée par les rivalités politiques et incapable de répondre efficacement aux défis contemporains. Le sentiment d’une CEDEAO déconnectée des préoccupations citoyennes est croissant, et la critique selon laquelle elle défend davantage les intérêts des dirigeants que ceux des peuples trouve un écho de plus en plus large.

Face à cette crise existentielle, une refonte profonde s’impose. Le monde a changé depuis 1975, et les défis auxquels fait face l’Afrique de l’Ouest exigent une CEDEAO repensée : insécurité transfrontalière, explosion démographique, chômage des jeunes, migrations, crises alimentaires, changement climatique, dépendance numérique. L’organisation doit impérativement se doter de nouveaux instruments de gouvernance, renforcer la coopération décentralisée, promouvoir l’inclusion économique, culturelle et sociale, et ouvrir ses structures aux forces vives : parlements nationaux, syndicats, sociétés civiles, diasporas. Il s’agit également de rééquilibrer les rapports de pouvoir internes, encore trop concentrés entre quelques États dominants.

À l’heure de célébrer ses cinquante ans, la CEDEAO doit éviter le piège de l’autocélébration vide de sens. Loin d’un simple anniversaire, ce moment devrait être l’occasion d’un examen de conscience lucide et d’une refondation politique audacieuse. Car ce n’est pas seulement une organisation qui vieillit : c’est une idée qui vacille. Pourtant, les peuples d’Afrique de l’Ouest ont plus que jamais besoin d’un espace de solidarité régionale, d’une coopération efficace et d’une vision partagée. La renaissance de la CEDEAO ne viendra pas d’en haut, mais d’une volonté politique partagée, portée par les sociétés elles-mêmes.